



Evaluation des systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne

Synthèse des principaux résultats et recommandations.

Contexte

Devant le poids écrasant des famines qui ont frappé l'Afrique subsaharienne dans les années 70 et 80, des systèmes nationaux et régionaux d'alerte précoce (SAP) ont été mis en place sur tout le continent. Au cours des trente dernières années, les gouvernements, les institutions régionales et les partenaires de développement ont investi abondamment dans la création de systèmes d'alerte précoce comme élément central du réseau d'intervention en cas d'urgence. L'expérience montre que ces systèmes se sont avérés en général efficaces dans leur fonction d'alerte des pays et des donateurs aux crises alimentaires imminentes. Cependant, dans certains cas, un manque d'analyse, de communication et des mécanismes de coordination et de réponse inefficaces ont contribué à de graves situations d'urgence de sécurité alimentaire qui auraient pu être conjurées.

Les systèmes d'alerte précoce continuent

à faire face à de nombreux défis, tels que les difficultés constantes de l'agriculture africaine face à la variabilité du climat et autres aléas, et la vulnérabilité de millions de ménages victimes de la pauvreté et de la sous-alimentation chronique à toute une série de menaces, du VIH/SIDA aux conflits violents prolongés.

Le renforcement des SAP a été recensé dans le Plan d'action du Caire (avril 2000) comme un des domaines prioritaires de coopération entre l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE) pour améliorer la sécurité alimentaire en Afrique. Dans ce cadre, l'UA et l'UE ont convenu avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de conduire une évaluation des SAP actuels sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. L'évaluation a examiné leurs forces et leurs faiblesses et émis des recommandations sur les mesures à prendre pour renforcer ces systèmes en vue d'améliorer les prises de décisions à l'échelon national et régional.¹

L'évaluation a été conduite dans trois pays de trois régions d'Afrique subsaharienne (Tableau 1).

Tableau 1

Afrique de l'Ouest	Afrique australe	Corne de l'Afrique
CILSS	SADC	IGAD
Burkina Faso	Angola	Érythrée
Mauritanie	Namibie	Éthiopie
Niger	Zambie	Kenya

1 2006. Planifier l'avenir: une évaluation des systèmes d'alerte précoce pour la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Rapport de synthèse préparé par la FAO pour l'Union africaine et financé par la Commission européenne.

Le document est disponible en ligne à:
[ftp://ftp.fao.org/es/esa/ews_synthesis.pdf](http://ftp.fao.org/es/esa/ews_synthesis.pdf)

Résultats

Les systèmes d'alerte précoce en Afrique subsaharienne sont essentiellement axés sur le suivi des chocs agroclimatiques et de leur impact sur la production vivrière.

Les informations fournies par les SAP servent en premier lieu à réaliser des bilans céréaliers nationaux comprenant une estimation des besoins d'aide alimentaire totale. Certains SAP servent également à cibler les zones à risque et des populations vulnérables ou à conduire des évaluations périodiques des modes de vie des ménages ou des besoins alimentaires. Toutefois, de nombreux SAP souffrent de l'insuffisance et de la qualité médiocre des données fournies par les systèmes nationaux et du coût d'opportunité élevé en termes d'obtention et de gestion de leurs propres données.

Les systèmes d'alerte précoce les plus performants sont ceux où le gouvernement reconnaît leur importance dans le processus de prise de décision, ce qui implique notamment:

- un engagement politique et financier envers le développement des SAP;
- une volonté de maintenir la **transparence du système** et d'accorder une autonomie d'analyse aux SAP;
- une **collaboration efficace** entre les gouvernements nationaux et les partenaires de développement; et
- des **partenariats innovateurs** avec les universités et les ONG et une collaboration avec les partenaires techniques en analyse des alertes précoce pour aider à pallier les limites des capacités en ressources humaines.

La façon dont l'information est recueillie, analysée et diffusée est déterminante pour son utilisation dans les prises de décision et son rôle d'appui aux interventions nationales immédiates en cas de crises alimentaires et nutritionnelles transitoires.

Une démarche plus transparente et participative aide les parties prenantes à dégager un consensus sur la situation alimentaire et facilite une intervention à point nommé pour atténuer l'impact des déficits vivriers et réduire les menaces aux modes de vie. Une assistance technique externe fournie dans un contexte de collaboration à plus long terme et de manière intégrée a un impact positif plus grand sur les performances du système que des projets indépendants de durée limitée.

■ **Si chaque type de cadre institutionnel a ses avantages et ses inconvénients, plusieurs facteurs exercent une influence positive sur les prestations et la capacité d'un SAP de mener à bien sa mission.**

Parmi ces facteurs, citons:

- un cadre institutionnel propice au flux réciproque d'informations entre les principaux organes décisionnels impliqués dans les actions d'urgence ainsi que dans l'analyse de la sécurité alimentaire à long terme;
- un cadre administratif facilitant l'accès aux données primaires et secondaires des bureaux décentralisés et des ministères compétents;
- une indépendance de gestion et une autonomie d'analyse; et
- la capacité de recruter et de former un groupe d'analystes de sécurité alimentaire en mesure d'affronter les dimensions multisectorielles de la sécurité alimentaire.

■ **Un système tiré par la demande est essentiel pour l'efficacité et la pérennisation à long terme des systèmes d'alerte précoce.**

La plupart des SAP doivent clarifier leur mandat. Ils devront le faire en collaboration avec leurs organes consultatifs et dans le cadre des ressources financières et humaines disponibles. Trop souvent, les décisions sur les termes de référence et les méthodes se sont fondées sur des hypothèses de ce qui est nécessaire plutôt que sur une articulation claire des besoins des utilisateurs et de ce qu'ils utiliseront dans la pratique.

Porter la question de demande au premier plan du développement du système exigera un fort engagement et un soutien des gouvernements et des partenaires techniques afin de développer les processus et mécanismes institutionnels indispensables pour:

- articuler la demande des utilisateurs d'information et d'analyse;
- traduire la demande en un mandat bien défini avec des méthodes appropriées; et
- veiller au développement des ressources financières et humaines requises pour la pérennisation du système.

■ **Faire continuellement appel aux financements des donateurs peut présenter certains risques pour de nombreux SAP, en particulier du point de vue de leur durabilité à long terme.**

Les activités d'alerte précoce peuvent être interrompues ou drastiquement réduites lorsque les financements externes sont retirés. Pour obtenir un soutien budgétaire national efficace pour les SAP il faudra répondre a priori aux besoins des décideurs et utiliser des méthodes avec un excellent rapport coût efficacité.

■ **Les communautés économiques régionales (REC) ont joué un rôle important en fournissant un appui aux systèmes nationaux dans de nombreux domaines, notamment en:**

- offrant un appui méthodologique;
- servant de tribune neutre pour la validation des résultats des enquêtes agricoles et des bilans céréaliers nationaux;
- assurant la comparabilité des analyses dans le temps et l'espace; et
- servant d'instance de concertation et de collaboration entre les gouvernements, donateurs et partenaires techniques pour les questions d'alerte précoce, ce qui a peut-être constitué l'appui le plus important des REC.

Le rôle futur des REC dépendra des besoins de leurs Etats Membres ainsi que de leurs avantages comparatifs, de leurs capacités et de leurs contraintes.

Conclusions

Une recommandation centrale qui est ressortie de cette évaluation est que les pays, les organisations régionales, les partenaires de développement et l'Union africaine devraient concentrer leurs efforts collaboratifs sur la création et le renforcement des mécanismes institutionnels qui guident le développement des SAP. Ceci permettra aux systèmes d'alerte précoce de faire face plus efficacement aux exigences décisionnelles de leurs utilisateurs principaux et d'évoluer de manière dynamique et durable.

Les SAP devraient également faire partie d'un système élargi d'information et d'analyse sur la sécurité alimentaire qui puisse fournir des informations fiables, pertinentes et crédibles pour réagir aux situations d'urgence à court terme ainsi que contribuer aux programmes de développement à plus long terme.

Pour atteindre ces buts, il faudra une meilleure stratégie axée sur:

- L'appropriation et l'engagement envers la mise au point d'un processus national;
- Le renforcement des capacités nationales et régionales;
- La capacité de répondre aux besoins des utilisateurs;
- Le recours à des méthodes optimales avec un excellent rapport coût efficacité;
- Des partenariats pour une meilleure analyse;
- Un consensus dans l'analyse de la situation alimentaire;
- Des outils de classification de la situation de sécurité alimentaire et de la gravité d'une crise ainsi que les implications pour les interventions;
- Des liens avec les programmes de développement à long terme; et
- La pérennisation financière.

A cette fin, la FAO s'engage à travailler en partenariat avec l'ensemble des acteurs en Afrique subsaharienne.